

Prêts aux petites entreprises—Loi

Je veux m'attarder à la question des avantages aux résidents du Nord. Ils concernent de grandes entreprises comme l'Iron Ore Company du Canada. Cette mesure porte le coup de grâce à ce genre d'exploitation. Elle aura des répercussions sur le gouvernement fédéral et ceux des provinces et des territoires qui devront trouver des fonds pour dédommager leurs employés qui seront assujettis à cet impôt supplémentaire. Les plus touchées probablement, seront les petites entreprises du Nord, celles dont les bénéficiaires sont limités et pour qui chaque dollar compte.

En prélevant de nouveaux impôts sur les employés ou les propriétaires de petite entreprise, on leur rend la vie doublement difficile. Par rapport aux autres régions du Canada, le Nord connaîtra sans doute un nombre proportionnellement plus grand de faillites de petites entreprises si cette disposition du budget, annoncée l'an dernier par le ministre des Finances, entre en vigueur.

Les autres députés de ce côté-ci parleront de la nécessité de former des employés spécialisés, de certains arrangements financiers envisageables, de la réglementation et de la paperasserie qu'on impose aux petites entreprises, du recours aux politiques d'achat du gouvernement pour aider la petite entreprise. D'un côté, le gouvernement impose des charges supplémentaires à la petite entreprise, que ce soit par l'augmentation des impôts, par l'application de nouveaux règlements ou la multiplication des formules et des rapports, et il empêche tout ce qu'il peut prendre, tandis que de l'autre, par ce type de mesure législative, il essaie de redistribuer un peu d'aide.

Pour ma part, je préférerais qu'on laisse jouer les forces du marché. Il serait alors inutile de présenter des mesures législatives complexes, conçues pour aider les entreprises, les petites en particulier, si le gouvernement ne leur prenait pas tout au départ. Le marché fonctionnerait beaucoup mieux. Il est impossible de protéger tous les petits entrepreneurs. Certains feront faillite, parce qu'ils ne sont pas dans la bonne branche, travaillent moins fort ou, simplement, manquent de chance. Le secteur de la petite entreprise dans son ensemble serait en bien meilleure santé et beaucoup plus productif si, en tant que législateurs, nous revoyions notre façon de penser. Nous devrions laisser le marché fonctionner librement au lieu de le perturber, parfois avec de bonnes intentions.

Dans les quelques minutes qui me restent, je voudrais porter à l'attention de cette Chambre certaines questions qui touchent les relations entre la petite entreprise et les banques, particulièrement dans la région que je représente, les Territoires du Nord-Ouest. Une grande partie des faits que j'exposerai m'ont été communiqués par mes électeurs, mais ce que j'ai à dire peut s'appliquer également à d'autres régions septentrionales du Canada et, en fait, à tout le pays. Je soupçonne que, dans ma région, ceux qui contrôlent les opérations bancaires à partir du siège social ou régional, plus au sud, ne se rendent pas vraiment compte des besoins spéciaux de la petite entreprise du Nord du Canada. Si l'on considère le climat économique actuel dans la plus grande partie du sud du Canada et dans certaines parties du Nord, on constate que l'entreprise stagne. On peut comprendre pourquoi un banquier ne veut pas imposer davantage de prêts aux gens, mais s'il prête, il est nettement plus prudent que d'habitude. Cependant, dans des endroits comme

le delta du Mackenzie, la vallée du Mackenzie et à Norman Wells, les entreprises, qui procèdent à travaux de prospection et de mise en valeur considérables, ont besoin de capitaux. Elles peuvent se permettre de s'endetter un peu plus, à condition de ne pas exagérer. Elles pourraient ainsi prendre de l'expansion et saisir les occasions de plus en plus nombreuses qui surgissent dans cette région. Tout porte à croire que les sièges sociaux des banques installés plus au sud ignorent tout de la situation. Les bureaux de prêt locaux ne peuvent avancer l'argent nécessaire au fonctionnement d'une entreprise qui doit avoir des stocks importants à cause des problèmes et des coûts élevés de transport. Ainsi, pour faire venir un plein camion de farine d'une meunerie d'Edmonton ou de Calgary au delta du Mackenzie, il en coûtera près de \$10,000, soit le montant maximum que le préposé au crédit local peut autoriser. Cela signifie qu'un boulanger ne peut acheter un plein camion de farine à crédit sans que le banquier local se mette en rapport avec le siège social d'Edmonton ou de Calgary. Il ne peut payer les frais de transport et encore moins la cargaison.

Les prêts hypothécaires sont très difficiles à obtenir dans le nord du Canada; j'en ai eu bien des exemples. Dans certaines régions comme à Fort Rae-Edzo, dont la population varie entre 1500 et 2000 habitants, il n'y a aucune banque. La plus proche se trouve à 60 ou 70 milles. Je crois que c'est l'occasion rêvée pour une des banques à charte d'établir une succursale dans une ville de ce genre. Il y a de plus en plus d'argent dans ces villes et c'est une belle occasion de prendre de l'expansion avec elles. Il faudrait peut-être attendre quelques années pour que la succursale fasse des bénéficiaires, mais c'est une occasion à ne pas manquer pour les banques. Par ailleurs, cela permettrait d'avoir des services bancaires à des endroits qui en sont dépourvus à l'heure actuelle.

● (1250)

Ainsi, tout dernièrement, le siège social d'une banque a soupçonné l'ancien gérant de sa succursale d'Inuvik d'accorder un peu trop facilement des prêts et de prêter trop d'argent aux entreprises, surtout aux petites entreprises. Il a été remplacé et on a dit au nouveau gérant de serrer la vis immédiatement. Il est possible que l'ancien gérant prêtait trop d'argent, mais d'après les enquêtes, on a exagéré, je crois. Dans une petite ville, lorsqu'une banque envoie un nouveau gérant dans sa succursale et change immédiatement de système, refuse de relever le plafond des lignes de crédit, fait rembourser les prêts ou commence à faire sauter les chèques, toutes les entreprises en souffrent.

Vous imaginez aisément ce qui arriverait si la même chose se produisait dans tout le pays, parce que notre système bancaire qui repose sur des réserves infimes, est insolvable. Lorsque cela commence à arriver, les problèmes que les banques craignent se précipitent. A moins de changer progressivement les politiques de crédit sur une certaine période de temps, les entreprises locales risquent de connaître des difficultés bien plus grandes qu'elles ne devraient et dans certains cas, elles sont aux prises avec des problèmes graves et il arrive parfois qu'elles fassent faillite.